

En maintenant encore et toujours les mêmes positions de casse du lycée professionnel, le ministère de l'éducation nationale impose des conditions de travail intenable aux personnels. Le parcours personnalisé de six semaines en Terminale et les examens à des dates avancées vont provoquer une désorganisation totale des établissements que les enseignant.es et les personnels vont devoir gérer en supplément de situations d'apprentissage dégradées des élèves. Les entreprises d'accueil d'élèves stagiaires sont-elles toujours investies au maximum pour former ces derniers ou sont-elles avides de main d'œuvre gratuite ? Les jeunes eux-mêmes, dorénavant payés durant leurs périodes de stages choisiront-ils de rester dans le parcours scolaire afin de poursuivre leurs études ?

Un grand nombre d'heures de cours vont être perdues sous prétexte d'augmenter le nombre de semaines de stages. Les fédérations de l'éducation qui composent l'Union syndicale Solidaires n'acceptent pas cette situation.

La réduction des places de formations décrétées « non-insérantes » est dangereuse pour les élèves des lycées pros en termes de liberté de choix d'orientation et pour les enseignants en termes de postes supprimés et de reconversions forcées.

L'Union syndicale Solidaires et les fédérations qui la composent ont participé à la journée de grève et de manifestation du 12 décembre 2023 pour lutter contre le démantèlement organisé de nos lycées pros et les lourdes conséquences de celui-ci.

Les cotisations sociales payées par les salarié.es servent de moins en moins à financer les politiques sociales ce qui provoque des déficits publics prétexte à la casse ensuite des services publics et des politiques sociales. En plus de la casse du service public, le gouvernement s'attèle à renforcer un environnement xénophobe dans notre société avec une loi « *Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration* ». C'est dans ce contexte que, nous parlerons de Parcoursup lors de cette séance du Conseil Supérieur de l'éducation. Le ministère de l'Education nationale veut limiter les possibilités d'inscriptions des candidats internationaux hors Union européenne. Le grand nombre de demandes remettrait en cause la qualité du processus d'évaluation de l'ensemble des dossiers. Nous pouvons nous poser la question de l'origine des dysfonctionnements de la plateforme Parcoursup en d'autres termes.

Les fédérations de l'éducation qui composent l'Union syndicale Solidaires réitèrent leur refus total de ce système inégalitaire de sélection d'élèves à la sortie du lycée vers des études supérieures non choisies. Un système inefficace qui devient encore plus sectaire avec les textes présentés en réunion ce jour, qui rejettent une partie des étudiants non européens.

Une amélioration du niveau scolaire ne se fera certainement pas en mettant en lien les difficultés de l'éducation nationale avec l'immigration comme l'ont fait certains médias ces derniers jours mais en faisant face aux fragilités sociales auxquelles sont confrontées certaines familles et en les aidant en conséquence.

Une amélioration du niveau scolaire ne se fera certainement pas en privilégiant des classes de niveau ou en facilitant le redoublement mais en allégeant les effectifs des classes.

L'Union syndicale Solidaires revendique une augmentation des moyens financiers et humains pour l'éducation nationale et une égalité de traitement pour tous les élèves afin de les faire toutes et tous progresser et s'émanciper.